

La guerre en Somalie : acteurs et conséquences de la défaite des islamistes avril 2007

Depuis le renversement du dictateur Mohamed Siad Barre en 1991, la Somalie est marquée par l'instabilité. Au début du mois de juin 2006, les affrontements entre les membres de l'ARPCT (Alliance pour la restauration de la paix et contre le terrorisme), soutenus par Washington, et les fondamentalistes musulmans de l'Union des Tribunaux Islamiques, se sont achevés par la victoire de ces derniers symbolisée par le contrôle de la capitale, Mogadiscio.

Profitant de l'effondrement des institutions et du vide judiciaire causé par la disparition des juridictions civiles, ces fondamentalistes annoncent leur intention d'imposer la charia sur tout le pays et se dotent dès 2004 d'une structure militaire efficace. Dans leur progression vers le Nord du pays, les forces de l'UTI se rendent maîtres des localités côtières et des ports stratégiques, tels Hobyo, au centre du pays. Ces positions leur permettent d'étendre leurs conquêtes jusqu'aux frontières de l'Éthiopie, à l'Ouest, sans rencontrer de résistance. Le gouvernement de transition, confiné dans la ville de Baidoa et financé par l'extérieur, est alors affaibli par des dissidences et une série de démissions. Les États-Unis craignent que la prise du contrôle du pays par les islamistes - qu'ils accusent d'avoir des liens avec la nébuleuse Al-Qaida - ne transforme la Somalie en une base arrière du terrorisme international.

Pour les Américains, la Somalie est synonyme de désastre militaire depuis l'échec des opérations d'octobre 1993 : des forces spéciales (Rangers et Delta Force) des États-Unis arrêterent des proches de Mohamed Farrah Aidid, un des chefs de guerre qu'ils cherchaient à appréhender depuis août 1993. L'intervention tourna rapidement à la guérilla urbaine échappant totalement au contrôle des forces spéciales. Durant la bataille de Mogadiscio 18 soldats américains trouvent la mort ainsi qu'un casque bleu malaisien et près d'un millier de Somaliens. Les années qui suivent seront marquées par une sanglante guerre civile : différentes milices s'affrontent pour le contrôle de la capitale, aucune autorité centralisée ne parvient à rétablir un semblant d'ordre.

Avec la victoire des Tribunaux Islamiques, quelques progrès ont pu être constatés. A Mogadiscio, les barrages routiers ont disparu ; le port et l'aéroport ont rouvert, permettant une relative amélioration de la situation de pénurie. Les prix des marchés ont chuté. Les rues ont été nettoyées. Une diminution des enlèvements, des crimes et des exécutions publiques a même pu être constatée. La scolarité, notamment celle des filles, a connu une amélioration.

Comparés à tort au mouvement Taliban, les Tribunaux islamiques présentent des différences structurelles. Les deux pays ont certes connu des situations analogues : les ravages causés par la guerre ont réuni tous les facteurs pouvant favoriser la formation d'une nouvelle génération attirée par une stricte application de la foi et ses promesses d'ordre. Le mouvement Taliban a pris naissance dans une société rurale et primitive, originellement soutenu par le Pakistan pour ensuite se diriger vers Kaboul. Les Islamistes somaliens sont nés dans les faubourgs de la capitale, en réaction au climat de violence et d'anarchie, avant de diffuser progressivement leur modèle dans les régions rurales. Entre autres, les Islamistes s'appuient sur une coalition des tribunaux de la « sharia » d'où leur nom officiel. Paradoxalement, l'islam somalien est traditionnellement issu du soufisme, et ce n'est que progressivement que celui-ci subit l'influence de mouvements salafistes et wahhabites – ces tendances restant minoritaires aujourd'hui encore. De même, très peu de tribunaux manifestent de manière avérée un penchant terroriste. Selon l'International Crisis Group, seul deux de ces tribunaux islamiques peuvent être considérés comme réellement affiliés à des mouvements extrémistes : il s'agit du tribunal de Chicoola et de celui d'Ifka Halané, fondé par Hassan Dahir Aweys, ex-membre du groupuscule jihadiste al-Itihaad.

Il apparaît clairement que les islamistes ont commis plusieurs erreurs stratégiques. Le rapprochement militaire opéré entre les Tribunaux et l'Erythrée - le principal rival de l'Éthiopie - a eu pour conséquence de renforcer sensiblement le soutien éthiopien au gouvernement transitoire somalien, retranché dans la ville de Baidoa. L'Éthiopie possède l'une des plus grandes armées en Afrique. Les opérations menées par son armée de l'Air ont été déterminantes dans cette brève

campagne. La deuxième erreur a été de provoquer une scission du mouvement en refusant le dialogue que certains islamistes modérés étaient prêts à entretenir avec le gouvernement de transition. Résultat : beaucoup d'entre eux ont refusé de combattre. Dans ce contexte, l'attaque du 19 décembre contre le gouvernement transitoire et les forces éthiopiennes stationnées près de Baidoa ne pouvait être qu'un échec.

L'effondrement islamiste a été plus rapide que prévu, mais l'éventualité d'une insurrection, supportée par les musulmans de la région n'est toujours pas à écarter. La **présence militaire de l'Éthiopie**, pays chrétien orthodoxe, sur le territoire somalien suscite en effet une certaine méfiance de la part de la population et comporte le risque de devenir un facteur d'instabilité. L'éventualité d'une guerre asymétrique débordant les frontières de la Somalie ne peut être exclue. Dans cette situation, le fossé déjà important qui existe entre les musulmans et les chrétiens de la région ne ferait que s'agrandir et pourrait entraîner une radicalisation des mouvements extrémistes. Une stabilité provisoire garantie par la présence des troupes éthiopiennes n'offre aucune perspective de solution durable aux problèmes du pays. L'intervention de l'Éthiopie pourrait déjà avoir fatalement affaibli le gouvernement de transition. Pour la Somalie, recevoir ses instructions du ministre des affaires étrangères éthiopien, ne constitue pas exactement une preuve de stabilité et de confiance en soi pouvant favoriser son redressement. Le premier ministre Éthiopien, Meles Zenawi, affirme que ses troupes se replieront de la Somalie dans les semaines à venir. Mais une sortie précipitée pourrait provoquer une résurgence des affrontements claniques, tout comme un séjour prolongé fournirait un excellent prétexte à une insurrection islamiste. La marge de manœuvre éthiopienne semble ainsi dramatiquement étroite.

Néanmoins, c'est le retour des milices dans la capitale qui constitue le danger le plus immédiat. La victoire des Tribunaux islamiques avait offert une alternative relativement paisible au règne brutal des chefs de clan sur Mogadiscio et d'autres villes. Ceux-ci traduisaient une aspiration à l'ordre et à la sécurité, ce qui explique l'appui populaire considérable dont ceux-ci ont bénéficié. Le retour des seigneurs de guerre laisse toujours ouverte la possibilité d'une résurgence de la violence.